

PRÉSENCE DU CHE EN AMÉRIQUE LATINE

Publié le 7 Octobre 2017 par Bolivar Infos

Catégories : [#Cuba](#), [#Che Guevara](#), [#Amérique Latine](#), [#ALBA](#), [#CELAC](#), [#Cuba-Etats-Unis](#), [#Etats-Unis](#), [#ingérence](#)

Intervention de Françoise Lopez à l'Homage au Che à Salon-de-Provence, le 7 octobre 2017

Ce qui a changé en Amérique Latine

Les pays qui deviennent progressistes après 1967

Le Nicaragua

L'arrivée au pouvoir des Sandinistes apporte des changements tout à fait en accord avec les idées du Che. C'est Daniel Ortega qui les conduira. De 1979 à 1985, il sera membre de la junte de Gouvernement de Reconstruction Nationale puis président de la République de 1985 à 1990 et à nouveau depuis le 10 janvier 2007.

Dès sa première période au pouvoir, il instaure un certain nombre de mesures de type socialiste et le FSLN tient le rôle de parti politique pratiquant la « démocratie participative » encadrée par les Comités de Défense.

Le Gouvernement sandiniste organise une « Croisade nationale d'alphabétisation » inspirée des programmes développés à Cuba après la Révolution. Alors que le pays est plongé dans la guerre civile, le budget consacré à l'éducation est plus que doublé, et le taux d'analphabétisme tombe d'environ 50 % à 13 % au cours des années 1980. L'UNESCO remet au Nicaragua le prix Nadezhda K. Krupskaya en reconnaissance de ces efforts.

Les efforts du Gouvernement sandiniste se portent aussi sur l'amélioration du système de santé à travers des campagnes de vaccinations et la construction d'hôpitaux publics, ce qui permet de réduire de moitié la mortalité infantile en la ramenant à 40 pour mille.

Une réforme agraire est également entreprise : les propriétés de la famille Somoza et des cadres du régime déchu sont redistribuées aux paysans ou converties en fermes d'État.

Les résultats économiques montrent une croissance soutenue pendant 6 ans consécutifs autour de 5% du Produit Intérieur Brut tandis que les finances restent stables et gagnent en solidité. Une quantité innombrable de droits comme l'accès à l'éducation, à l'eau potable, à l'électricité, aux routes, au logement digne, aux crédits, aux aliments ont été restitués aux Nicaraguayens qui sont à présent reconnus en tant que citoyens avec des devoirs et des droits.

Le niveau de sécurité très élevé, le Gouvernement stable et la stabilité politique du pays attirent les touristes, les financements, les talents, les investisseurs, les chefs d'entreprises et les hommes d'affaires.

Le Nicaragua adhère par ailleurs à l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) en 2007 et à la Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens CELAC en 2011, deux organismes régionaux d'intégration sur la base de la solidarité entre les peuples.

Au **Venezuela**, Hugo Chavez est élu en décembre 1998 et engage aussitôt un processus de changement pour faire de son pays une « République Bolivarienne. » Hugo Chavez a une grande admiration pour le Che qui ne renierait pas un certain nombre des mesures qu'il prend. Les priorités de son gouvernement sont la réduction de la pauvreté, la santé, l'éducation, la culture et bien sûr, l'alimentation du peuple.

Il met en place les « écoles bolivariennes » dans lesquelles « 3 repas par jour sont servis aux élèves, donne l'accès aux soins de santé aux plus démunis avec l'aide de Cuba avec qui il organise « L'Opération Miracle » qui rendra la vue à des milliers de personnes qui ne pouvaient pas payer les opérations et la Mission Barrio Adentro qui donne l'accès aux soins aux habitants des quartiers pauvres.

Avec Cuba également, il met en place une vaste campagne d'alphabétisation : la méthode cubaine « Yo, si puedo » (Moi, je peux) permettra au Venezuela d'être déclaré libre d'analphabétisme par l'UNESCO le 28 octobre 2005 après une campagne qui alphabétisa environ 1 486 000 personnes. Et on sait l'importance que le Che accordait à l'alphabétisation, à l'instruction du peuple. On connaît son implication dans la campagne d'alphabétisation à Cuba qui a libéré le pays de l'analphabétisme en un peu plus d'un an.

L'Argentine : Nestor Kirchner

Péroniste de gauche, il est président de l'Argentine du 25 mai 2003 au 10 décembre 2007, au moment où l'Argentine sort de la pire crise économique de son histoire : une monnaie dévaluée d'environ 75 % vis-à-vis du dollar et la cessation de paiement de la dette publique la plus importante de l'histoire mondiale. Le taux de chômage atteint 17 %. A la fin de son mandat, il sera à moins de 10 %.

En février 2005, il renégocie la dette publique argentine, obtient une réduction d'environ 70% des 82 milliards de dollars dus, une conversion de cette dette en bons du Trésor et un échelonnement des remboursements sur 42 ans. Il dévalue le peso, ce qui fait diminuer le taux de pauvreté de plus de 47 % à 16 % en 4 ans.

Il réussit à reprendre en main une économie en déroute (21 % de chômage, la moitié de la population sous le seuil de pauvreté et une baisse du PIB de 20 %) en rejetant les injonctions du FMI et des créanciers. La croissance moyenne de l'Argentine est de 8 % par an et 11 millions de personnes sortent de la pauvreté.

Sur le plan des relations avec les pays voisins, Kirchner s'engage dans le renforcement de l'intégration latino-américaine, en particulier au MERCOSUR (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay), où il accueille en 2006 le Venezuela comme nouveau membre permanent.

En 2005, la Cour suprême décrète anti-constitutionnelle les lois d'amnistie (« loi du Point final » et de l' « Obéissance due ») passées sous Raúl Alfonsín (1986 et 1987) ainsi que plusieurs amnisties individuelles décrétées par Carlos Menem.

Il instaure une allocation universelle pour les enfants, élargit le système de retraite et la gratuité des secteurs publics (santé, éducation).

En janvier 2006, il amorcer une revalorisation progressive du budget de l'éducation afin de l'élever à 6 % du PIB en 2010 pour éliminer l'analphabétisme et généraliser la scolarisation des enfants en écoles maternelles.

En politique sanitaire, l'UNICEF relève les efforts entrepris par les pouvoirs publics dans le combat contre la mortalité infantile. Des années, Le taux de mortalité infantile est réduit de près de la moitié entre 1990 à 2007.

Cristina Fernández de Kirchner

Elue présidente au premier tour le 28 octobre 2007, avec 45,23 % des voix et réélue le 24 octobre 2011, également au premier tour, avec 53,96 % des voix.

En octobre 2009, elle met en place l'allocation universelle pour enfant qui sera versée à environ 3,6 millions d'enfants, un système d'allocations familiales pour les familles de chômeurs ou de travailleurs au noir qui ne reçoivent aucune autre aide. Sa politique sociale de Kirchner fait baisser le taux de pauvreté de 26 à 22 % en 2010, sortant ainsi de la misère entre 1,4 et 1,8 million de personnes.

En 2008, elle annonce un plan de nationalisation des fonds de pension privés, qui détenaient entre 2413 et 28 milliards de dollars pour mettre les retraites à l'abri des remous des marchés financiers mondiaux.

La situation économique de l'Argentine s'améliore considérablement. En une dizaine d'années le PIB a doublé, la croissance annuelle est de plus de 5,5 % en moyenne, 5 à 6 millions d'emplois ont été créés, ce qui a entraîné une baisse du taux de chômage de 25 à 8 %, la dette s'est en grande partie résorbée, tombant d'un niveau de 160 % du PIB en 2003 à 40 %.

Le Brésil : Luis Ignacio Lula da Silva

Ouvrier métallurgiste de profession, il est élu président du Brésil en 2002 et prend ses fonctions le 1er janvier 2003. Il sera réélu en 2006 avec 60,8 % des suffrages.

Il met en place des programmes sociaux d'importance et améliore sensiblement la situation économique.

Fin 2003, les objectifs fixés par le FMI ayant été atteints, Lula annonce que la période de rigueur est arrivée à son terme. La reprise économique se confirme au Brésil à la fin du premier semestre 2004, avec l'augmentation de la production industrielle et la baisse du chômage. En 2004, il lance le programme des « pharmacies populaires », destinées à rendre accessible aux plus défavorisés les médicaments jugés essentiels. En 13 ans d'existence du programme (supprimé par le gouvernement conservateur de Michel Temer en 2017), 43 millions de Brésiliens en bénéficieront.

En 2007, il débloque 2,6 milliards d'euros pour améliorer les conditions de vie dans les favelas (collecte d'eaux usées, raccordement à l'eau potable, à l'électricité, goudronnage des principales voies d'accès). Il donne la priorité aux grandes agglomérations urbaines, où les problèmes de logement et de violence sont cruciaux et où plus de 12 millions de Brésiliens vivent dans des favelas, en périphérie des villes.

Dilma Rouseff

Ministre des Mines et de l'Énergie de 2003 à 2005, puis ministre d'État et chef de cabinet du président Luiz Inácio Lula da Silva à partir de 2005, elle lui succède en 2011 et s'engage dans la même ligne politique que lui.

De nombreux scandales de corruption émaillent sa présidence : le plus connu est celui de Petrobras (Petróleo Brasileiro S.A.) dans lequel pratiquement toute la classe politique semble impliquée.

6 février 2016, elle inaugure l'ambassade de Palestine au Brésil.

L'Equateur

L'Equateur s'engage également dans un processus de changement de caractère socialiste.

En 2005, Rafaël Correa, le ministre de l'Economie du président Alfredo Palacio met en place une politique de gauche opposée aux propositions de la Banque mondiale et du FMI et c'est ce qu'il fera pendant ses mandats présidentiels.

Il sera président de l'Equateur du 15 janvier 2007 au 24 mai 2017. Après son élection, une nouvelle Constitution est adoptée par référendum avec 64 % de suffrages favorables.

Cette nouvelle Constitution est d'après lui le moyen d'enterrer le « modèle néo-libéral » appliqué par ses prédécesseurs. Elle renforce les pouvoirs présidentiels en particulier en ce qui concerne les domaines économiques et monétaires et lui permet de promulguer des décrets-lois d'urgence et de dissoudre le Parlement suivant certaines modalités, au cas où celui-ci « empêcherait l'exécution du plan national de développement ».

Elle octroie à l'Etat un plus grand contrôle des secteurs stratégiques tels que les secteurs énergétiques, les mines, les télécommunications et l'eau, autorise la réélection du président pour un second mandat consécutif et renforce la reconnaissance des peuples indigènes.

Economiste de formation, Correa refuse de payer les pans illégitimes de la dette du pays, réalise des nationalisations, et accroît de façon importante les investissements publics. Les budgets consacrés à la santé et l'éducation sont triplés, ce qui entraîne une augmentation de 2 ans de l'espérance de vie entre 2007 et 2016. En 2009¹, l'UNESCO déclare l'Équateur « libre d'analphabétisme ». Il renforce les aides aux familles en détresse économique et double le salaire minimum.

Il manifeste aussi une volonté d'indépendance politique vis-à-vis des États-Unis que le Che n'aurait pas reniée. En 2012, il accorde l'asile politique à Julian Assange, réfugié depuis cette date à l'ambassade de l'Equateur à Londres et dont les États-Unis réclament l'extradition. Enfin, l'Equateur adhère aux organismes d'intégration régionale basés non plus sur des mécanismes capitalistes mais sur la solidarité tels que l'ALBA et la CELAC.

Bolivie

En **Bolivie**, Evo Morales entre en fonctions le 22 janvier 2006. Syndicaliste, il est le premier président indigène du pays. Proche de Fidel Castro et d'Hugo Chavez, il engage son pays dans un processus de changement qui est à bien des égards, l'application des principes du Che. Il a, lui aussi, une grande admiration pour le Che et l'hommage qu'il va lui rendre demain à La Higuera est une la preuve éclatante.

Les programmes sociaux élaborés par son gouvernement, qui ont permis une réduction de l'extrême pauvreté de 38 % en 2006 à 19 % en 2014 selon les chiffres des Nations Unies : augmentation du salaire

minimum de 13 % lors de la seule année 2006, distribution de bons scolaires aux foyers pauvres, loi de redistribution des terres

Entre 2005 et 2013, le PIB par habitant est multiplié par deux. Par ailleurs, l'indice de Gini sur les inégalités tombe de 0,60 en 2005 à 0,47 en 2015.

Le salaire minimum est régulièrement rehaussé pour atteindre une hausse de près de 300 % depuis 2007 en 2016. En décembre 2016, la Bolivie détient le taux de chômage le plus faible d'Amérique du Sud (4,1 %).

De 2007 à 2014, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le budget alloué à la santé a progressé de 173 %.

Fin 2008, la Bolivie est « libre d'analphabétisme » avec un taux de moins de 4% contre 13% en 2005.

Il ne chasse pas les multinationales du pétrole mais nationalise les entreprises de gaz et de pétrole : une vingtaine d'entreprises reviennent dans l'administration publique après avoir été privatisées par les Gouvernements précédents.

D'autre part, il refuse la présence militaire des Etats-Unis estimant que « dans le cadre de politiques de lutte contre le trafic de drogue, les forces armées et la police sont subordonnées à des forces étrangères armées et en uniforme ».

La Bolivie adhère en 2006 à l'Alliance bolivarienne pour les Amériques et devient membre permanent du Mercosur en 2015.

Les organismes d'intégration régionale :

L'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique – Traité de Commerce des Peuples (ALBA-TCP)

Créée le 14 décembre 2004 à La Havane par les commandants Fidel Castro et Hugo Chavez. Elle ne comprend au départ que 2 pays : Cuba et le Venezuela. Aujourd'hui, elle comprend 11 pays membres : le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, la Dominique, l'Equateur, Antigua et Barbuda, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte Lucie, Saint Cristobal et Nieves, la Grenade. « L'AUBE SE LEVE AU SUD. » C'est par cette formule que Ricardo Alarcon, président de l'Assemblée Nationale de la République de Cuba saluera à l'ONU, 19 septembre 2005, la naissance de cette organisation.

L'ALBA « est une plateforme d'intégration des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes qui met sa force dans la solidarité, la complémentarité, la justice et la coopération : elle a pour objectif la transformation des sociétés latino-américaines, en les rendant plus justes, cultivées, participatives et solidaires; elle est conçue comme un processus intégral qui garantit l'égalité sociale et crée la qualité de la vie et la participation effective des peuples dans la réalisation de leur propre destin. » (Rapport ALBA 2010)

On croirait entendre le Che...

La Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens (CELAC)

Origines :

Elle est créée en décembre 2011 à Caracas et elle a une importance considérable car c'est la première fois depuis le processus d'Indépendance d'il y a 200 ans en Amérique du Sud, et 60 ans dans les Caraïbes, que les 2 régions s'unissent pour créer une organisation et affronter les grands défis du développement dans l'hémisphère sud.

La CELAC comprend 33 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes :

l'Argentine, la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République Dominicaine, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay, le Venezuela, le Brésil, Haïti, Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade , Belize, la Dominique , la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines,Trinité-et-Tobago, le Suriname.

Ses Objectifs sont :

-L'unité et l'intégration politique, économique, sociale et culturelle des peuples de la région.

-L'avancée vers le bien-être social, la qualité de la vie, la croissance économique et la promotion du développement indépendant et durable fondé sur la démocratie, l'équité et la justice sociale.

-Le soutien de projets articulés entre eux et complémentaires, l'identification de champs de coopération parmi les différents mécanismes d'intégration en se fondant sur des principes de solidarité, de flexibilité, de pluralité, de diversité, de complémentarité des projets et sur la participation volontaire aux initiatives retenues.

-La construction d'un ordre international plus juste, équitable et harmonieux basé sur des principes d'égalité et de souveraineté, sur le respect de l'intégrité territoriale et de la non intervention dans les affaires intérieures des Etats.

-La construction d'un espace régional commun qui renforce l'identité latino-américaine et caribéenne sur la base de valeurs et de principes communs à tous les peuples.

-La défense de la souveraineté et le droit de tout Etat à construire son propre système politique à l'abri des menaces, des agressions et des mesures coercitives unilatérales.

-Le renforcement, à l'échelle mondiale, de l'identité latino-américaine et caribéenne.

Même le MERCOSUR (Marche Commun du Sud) créé pourtant sur les bases du commerce néolibéral prendra un tournant social sous l'influence d'Hugo Chavez.

Le réseau des intellectuels, des artistes et des mouvements sociaux en défense de l'Humanité

Le réseau des intellectuels, des artistes et des mouvements sociaux en défense de l'Humanité est un mouvement de pensée et d'action contre toute forme de domination. Il émane de la Rencontre Mondiale des Intellectuels et des Artistes qui a eu lieu à Caracas le 6 décembre 2004 avec des représentants de 52 pays.

« Ce réseau comprend des écrivains, des artistes, des enseignants, des professionnels de toutes les disciplines, des étudiants, des mouvements sociaux, des médias alternatifs et tous ceux qui se sentent engagés dans la cause de l'humanité, » dit le site de l'organisation.

Le Réseau de Réseaux « En Défense de l'Humanité » s'oppose à l'impérialisme et à ses politiques néolibérales, à la guerre et au terrorisme, aux projets d'uniformisation socio-culturelle et à la monopolisation des connaissances.

Tous ces changements auront une importance capitale sur la situation de Cuba au sein de la région.

Cuba :

La situation de Cuba, sur le plan politique s'est considérablement améliorée après l'arrivée au pouvoir des dirigeants progressistes dont nous venons de parler : le pays qui, après son expulsion de l'OEA en 1962, n'avait plus de relations diplomatiques qu'avec 5 pays d'Amérique Latine, en a à présent avec tous : l'OEA votera même sa réintégration au sein de l'organisation en juin 2009.

L'influence de la Révolution Cubaine se fait nettement sentir dans les politiques de certains pays.

Cuba sera aussi à l'origine de la création de programmes et d'organismes de solidarité au niveau régional et son importance est telle qu'en 2014, Barack Obama est contraint d'accepter la présence de Raul Castro au Sommet des Amériques, une majorité de pays de la région ayant déclaré que si Cuba n'était pas là, ils n'y seraient pas non plus et qu'il n'y aurait donc pas de Sommet des Amériques... C'est là qu'il rencontrera Raül pour la 1^o fois.

II CE QUI N'A PAS CHANGÉ : LES ATTAQUES DES ETATS-UNIS CONTRE LES GOUVERNEMENTS PROGRESSISTES

Cuba

Dès le triomphe de la Révolution Cubaine en 1959, Cuba est devenue la cible obsessionnelle des Etats-Unis : 12 présidents des Etats-Unis l'ont harcelée et attaquée de toutes les façons possibles... même après le rétablissement des relations diplomatiques entre les 2 pays, les choses ne changent pas vraiment : le Département du Trésor continue à mettre des amendes aux banques ou aux entreprises qui font des affaires avec Cuba et le blocus est toujours en vigueur.

Le 17 décembre 2014, Barack Obama reconnaît l'échec des politiques précédentes et en met en place de nouvelles dans le même but. Il permet les échanges « de peuple à peuple » destinés à recruter de jeunes Cubains pour les transformer en opposants au « régime de Castro. » C'était l'objectif de la création du « twitter cubain » intitulé Zunzuneo en mai de cette année-là. Ensuite, il y a eu une certaine accalmie bien que Barack Obama n'ait pas levé le blocus, arguant que seul le Congrès peut le faire et se soit contenté d'assouplir les aspects de celui-ci qui gênaient le commerce des Etats-Unis ainsi que d'autres secteurs de ce pays sans accorder aucune facilité aux Cubains.

Aujourd'hui, malgré ces rares avancées, le blocus est plus en place que jamais et Donald Trump, le nouveau président des Etats-Unis, parle de fermer l'ambassade des Etats-Unis à La Havane sous le prétexte de soi-disant attaques acoustiques dont auraient été victimes certains diplomates états-uniens.

Rien n'est prouvé malgré l'enquête en cours mais le 29 septembre, le nombre de diplomates à l'ambassade des Etats-Unis à La Havane a été réduit de près de la moitié, les visas des Cubains pour les Etats-Unis supprimés jusqu'à nouvel ordre et ceci s'accompagne d'une alerte conseillant aux Etats-Uniens de ne pas se rendre à Cuba. 3 jours plus tard, le 3 octobre, le Gouvernement des Etats-Unis a expulsé 15 diplomates cubains en poste à Washington.

Le Nicaragua

En 1979, le parti sandiniste sort victorieux des élections avec 67 % des voix mais les États-Unis ne reconnaissent pas les résultats sous prétexte de fraude malgré la présence massive d'observateurs internationaux.

Proche de Cuba, le Gouvernement de Daniel Ortega se dit inspiré par le socialisme démocratique de Salvador Allende. Les États-Unis ne peuvent évidemment accepter cela et mettent le Nicaragua sous embargo. Ils minent les ports du pays pour empêcher le Nicaragua de commercer avec l'extérieur, et apportent un soutien actif aux Contras, un mouvement d'opposition armé et entraîné par la CIA qui se livre aux pires exactions avec le soutien de Washington et du dictateur argentin Videla (assassinats « de civils et de responsables sandinistes dans les campagnes, ainsi que de responsables de coopératives agricoles, d'infirmières, de médecins et de juges ». Cette guerre fait près de 30 000 morts et de lourds dommages à l'économie.

En 1984, le Nicaragua porte plainte contre les États-Unis à la Cour internationale de justice de La Haye qui rend en 1987 à un verdict appelant les États-Unis à « cesser d'employer l'usage illégal de la force contre le gouvernement sandiniste » et les condamnent à payer un dédommagement de 17 milliards de dollars qui ne sera jamais versé. L'aide officielle cesse alors, sous la pression du Congrès, et devient secrète par le biais de ventes d'armes à l'Iran et du trafic de cocaïne organisé par la CIA depuis la Colombie pour financer les Contras.

Des campagnes de discrédit sont aussi lancées contre le Gouvernement sandiniste et son président Daniel Ortega : on les accuse de toucher de l'argent des trafiquants de drogues en échange de quoi ils ordonneraient aux juges de prononcer des peines clémentes contre les trafiquants arrêtés.

En 2016, le Gouvernement de Managua expulse 3 fonctionnaires en possession d'un passeport diplomatique pour avoir réalisé des activités suspectes sans autorisation et sans en avoir averti les autorités. L'un d'entre eux se serait livré à des activités d'espionnage sur la construction du Grand Canal Interocéanique dont les travaux sont à la charge d'une entreprise chinoise. En fait, les Etats-Unis veulent empêcher la construction du Canal du Nicaragua. Ils ont d'abord tenté d'organiser de multiples troubles au Nicaragua puis leur présence s'est faite de plus en plus importante dans les pays voisins du futur canal.

Le Nica Act :

Le Nicaraguan Investment Conditionality Act of 2017, connu familièrement sous le nom de Nica Act est un projet de loi du Congrès des Etats-Unis qui met des conditions aux prêts et aux financements des organismes internationaux pour le Nicaragua et exige que le Gouvernement du Nicaragua « rétablisse » la démocratie, « combatte » la corruption et « respecte » les droits de l'homme.

Il ne sera suspendu que si le Gouvernement sandiniste organise des élections générales « libres »...

Le 3 octobre 2017, le Nica Act a été approuvé à l'unanimité par le congrès des Etats-Unis. Il doit à présent être proposé au Sénat et passer par la Maison Blanche.

Le Venezuela :

Dès l'accession d'Hugo Chavez au pouvoir en 1998, les attaques des Etats-Unis commencent. Les plus connues de cette période sont le coup d'Etat manqué contre le Président Chavez le 11 avril 2002 et le sabotage pétrolier qui suivra.

Mais c'est sans doute le président Nicolas Maduro, élu après la mort d'Hugo Chavez, qui sera le plus attaqué : depuis son élection, il doit faire face à une guerre économique sans merci : accaparement d'aliments et de denrées de première nécessité, contrebande, manipulation du change bolivar/dollar par le site Dolar Today basé à Miami, etc... Par ailleurs, toutes les manifestations violentes dans le pays comme les guarimbas de 2014 qui ont fait 43 morts et 800 blessés ou celles qui se sont déroulées d'avril à juillet 2017 qui ont fait 123 morts et des milliers de blessés ont été soit carrément organisées soit soutenues et financées par les Etats-Unis qui ont entraîné leurs groupes de choc à tuer et à faire le plus de dégâts possibles.

Le 9 mars 2015, Barack Obama signe un décret qui qualifie le Venezuela de « menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité et la politique étrangère des Etats-Unis. » Ce décret sera prorogé l'année suivante et à nouveau par Donald Trump cette année.

Donald Trump, à plusieurs reprises depuis son accession au pouvoir, frappe de sanctions des fonctionnaires vénézuéliens (y compris le vice-président du pays et le Président Maduro lui-même) et impose des sanctions économiques. Devant l'échec de ces mesures, et suite à l'installation de l'Assemblée Nationale Constituante qu'il qualifie « d'étape vers la dictature », le 11 août, il fait savoir qu'il « n'écarte pas l'option militaire. »

Le 25 août 2017, il signe un nouvel ordre exécutif qui interdit à tous les organismes états-uniens de négocier une nouvelle dette ou un nouveau capital avec l'Etat vénézuélien ou Petróleos de Venezuela (PDVSA), principale entreprise du pays et administratrice de la principale réserve de brut de la planète.

Ces nouvelles sanctions ferment à l'Etat vénézuélien et à PDVSA les portes des marchés financiers associés aux Etats-Unis pour y proposer leurs bons et faire entrer dans le pays des devises étrangères et cherchent à faire tomber le Venezuela en défaut de paiement et à l'asphyxier. C'est un véritable blocus qui est mis en place, similaire à celui de Cuba.

Enfin, l'opposition, avec le soutien des Etats-Unis qui le reconnaîtront immédiatement, prépare l'installation d'un Gouvernement de transition, parallèle et illégitime, de l'étranger (c'est à dire des Etats-Unis) avant le 15 octobre, date des élections régionales.

L'Argentine

Cristina Kirchner perd les élections le 10 décembre 2015 et c'est l'homme d'affaires Mauricio Macri qui lui succède. Aussitôt, il s'emploie à détruire tout ce que les Kirchner avaient construit et adopte la position des Etats-Unis contre les Gouvernements progressistes de la région. Depuis, l'ex-présidente est la cible des attaques les plus diverses pour l'empêcher de se présenter aux prochaines élections présidentielles. Pour le moment, on n'a pas réussi à la mettre en prison mais ce n'est pas faute d'avoir essayé...

Le Brésil : Dilma Rouseff

Aussitôt réélue, les attaques se déchaînent contre elle. Elle est accusée d'avoir falsifié les comptes, de corruption dans l'affaire Petrobras dont est chargé un juge qui a donné des cours au Département d'Etat a suivi un programme d'entraînement d'1 mois à l'Ecole de Droit de Harvard... Un véritable coup d'Etat parlementaire est organisé contre elle : un procès politique est engagé et elle sera destituée par le Sénat le 31 août 2016.

C'est son vice-président, Michel Temer qui lui succède. Fidèle allié des Etats-Unis, il prendra lui aussi les positions de Washington contre les gouvernements progressistes de la région et sera toujours en première ligne pour attaquer le Venezuela.

La **Bolivie**

Les Etats-Unis ont commencé à vouloir renverser Evo Morales dès son élection en 2006. Pour cela, ils ont envoyé à La Paz un ambassadeur expert dans l'organisation de batailles de confrontation ouverte : Philip Goldberg, célèbre pour son rôle dans la division de l'ex-république socialiste de Yougoslavie.

Celui-ci espérait un départ violent du président en 2008 avec l'aide de l'opposition non-démocratique qui a engagé une série d'actions violentes (prise d'institutions publiques, siège de l'Assemblée Constituante, harcèlement physique d'autorités et de dirigeants). L'assassinat d'Evo Morales était prévu. Mais ce plan échoue : Evo expulse la DEA (l'organisme états-unien chargé de la lutte anti-drogues) en juin 2008 pour avoir fait de l'espionnage politique et en septembre, Goldberg subit le même sort pour être intervenu dans les affaires intérieures (réunions avec l'opposition non-démocratique à Santa Cruz).

Depuis qu'il a expulsé l'ambassadeur des Etats-Unis, tout va bien, dit Evo...

Sauf que...

Peter Brennan, le chargé d'affaires des Etats-Unis à la tête de la Section des Intérêts qui remplace à présent l'ambassade, applique en Bolivie une action, constante et secrète, typique des Etats-Unis : « la diplomatie de peuple à peuple » que Barack Obama voulait aussi appliquer à Cuba avec ses « échanges de peuple à peuple. » Par cette méthode, les Etats-Unis sont arrivés jusqu'à des communautés de province où « étrangement » ont jailli des voix contre les politiques publiques du Gouvernement.

En février 2016, pendant la campagne électorale pour le referendum du 21 février destiné à permettre à Evo et à son vice-président de briguer un 4^e mandat éclate une féroce campagne de discrédit qui déforme la vérité et prédit une rupture avec les institutions et une détérioration de la démocratie avec des exemples sans rapport avec la réalité.

On va même jusqu'à inventer un faux fils à Evo, qu'il aurait eu avec son ex-compagne Gabriela Zapata et refusé de reconnaître. Le chargé d'affaires des Etats-Unis en Bolivie n'est pas étranger à cette campagne que CNN relaie largement ainsi que les réseaux sociaux. La manipulation sera prouvée et les responsables de l'affaire Zapata arrêtés mais le non l'emportera au referendum avec 51,31% des voix sur le Oui, qui en a remporté 48,69%.

Le 17 février 2016, des drones qui n'ont pu être capturés ont été aperçus dans les environs de la maison du vice-président de la République et d'autres, début mars, survolent la maison d'Evo.

Par ailleurs, celui-ci reçoit des menaces de mort sur les réseaux sociaux.

Le 10 août 2017, Peter Brennan, toujours chargé d'affaires des Etats-Unis, déclare : « La Bolivie puisse-t-elle ne jamais arriver au point où en est le Venezuela. »

En réaction, Evo Morales écrit sur Twitter : « Les Etats-Unis nous menacent et oublient que nous avons expulsé leur ambassadeur pour de semblables ingérences. La Bolivie et le Venezuela ne sont l'arrière-cour de personne. »

Selon des informations dévoilées par WikiLeaks, les États-Unis auraient versé 4 millions de dollars en 2007 à des organisations séparatistes de Santa Cruz afin de déstabiliser le gouvernement bolivien.

L'Equateur après Correa

Le 2 avril 2017, Lenin Moreno, l'ancien vice-président de Rafael Correa est élu par 51,13% des voix. L'ancien Président et son parti fêtent la victoire mais les surprises ne se feront pas attendre :

Depuis son accession à la Présidence, Lenín Moreno s'éloigne chaque jour un peu plus de la Révolution Citoyenne qui l'a amené au pouvoir en tant que successeur de Rafael Correa et se rapproche dangereusement de l'opposition. Dès son second jour de mandat, il déclare que les 10 années de corréisme ont amené la polarisation, la corruption et un modèle économique « erroné. » Ce qui l'intéresse le plus c'est de « dépolitiser » et « réconcilier » la pays et de « rendre au peuple le pouvoir » soi-disant usurpé par le corréisme.

Pour arranger les choses, il rencontre 250 représentants de différents secteurs sociaux du pays, dans leur majorité d'opposition et ennemis de ce processus.

Il détruit le secteur public de la communication en supprimant les subventions de l'Etat aux médias publics.

Lenín Moreno, en utilisant de fausses données, accuse Rafael Correa de l'avoir trompé en disant que la dette extérieure était de 28 500 millions de dollars alors qu'en réalité, elle tournait autour de 60 000 millions. Mais ce sont les chiffres donnés par Correa qui sont les bons.

Après 70 jours de présidence de Moreno, le vice-président Jorge Glas prend ses distances envers sa politique : « Aujourd'hui s'assoient les bases d'un Etat de corruption en faisant un pacte avec des individus nuisibles de l'histoire du pays comme les Bucaram, » lui écrit-il. Il est immédiatement suspendu de ses fonctions au sein du Gouvernement mais ayant été élu avec Moreno par le peuple, il ne peut être destitué. Il est donc accusé de corruption, placé en prison préventive le 2 octobre et ses actifs bancaires sont gelés, à la suite de quoi Lenin Moreno nomme à la vice-présidence María Alejandra Vicuña, « une personne emprisonnée ne pouvant pas remplir la fonction de vice-président. »

D'autre part, des collaborateurs de Moreno découvrent dans son bureau une caméra secrète de surveillance désactivée en 2010 et recouverte d'un papier adhésif gris. Immédiatement, il accuse Rafael Correa de « l'avoir surveillé depuis son téléphone portable. »

A la demande de Guillermo Lasso, son adversaire de droite aux élections présidentielles, il organise une consultation populaire.

Pour de nombreux analystes, celle-ci est destinée à démanteler la Révolution Citoyenne et à en finir avec le Conseil de Participation Citoyenne et de Contrôle Social (CPCCS) responsable de la désignation du Défenseur du Peuple, le procureur, l'inspecteur, le surintendant, le Conseil National Electoral, le Tribunal de Contentieux Electoral, le Conseil de la Justice pour les remplacer par de vieux intrigants du parti.

Les questions posées lors de cette consultation populaire portent sur la suppression des droits politiques à ceux qui sont coupables de corruption, l'élection de nouveaux membres au Conseil de Participation Citoyenne, la suppression de l'amendement qui permet la réélection indéfinie du binôme présidentiel, l'élimination de la loi sur la plus-value, l'élargissement la Zone Inviolable du Yasuní, la restriction de l'exploitation minière du métal et la protection des enfants.

Il y a quelques jours, Rafael Correa a déclaré : « Je me sens totalement trahi... Maintenant, c'est pire que si l'opposition avait gagné. »

Toutes ces mesures, prises aussi rapidement après son élection par le Président Moreno, laissent songeur. Simple revirement politique ou subordination aux intérêts des Etats-Unis ? L'avenir nous le dira...

Conclusion :

Nous avons vu qu'en Amérique Latine si certaines choses ont changé au fil des ans, il en est une qui n'a pas changé : les Etats-Unis attaquent toujours les Gouvernements progressistes par tous les moyens possibles et considèrent toujours cette région comme leur « arrière-cour. »

Cependant, malgré eux, les idées du Che ont fait leur chemin en Amérique Latine et ont fait changer beaucoup de choses : « La Bolivie et le Venezuela, déclarait récemment Evo Morales, ne sont l'arrière-cour de personne... »

Cependant, « Partout où se libèrent les peuples, l'impérialisme est présent » disait le Che 16 août 1964. C'est toujours vrai...

Françoise Lopez,
Salon-de-Provence, 7 octobre 2017

Solidarité Bolivarienne
06 71 78 59 72
solidamlatcuba@orange.fr
site web : Bolivar Infos
<http://bolivarinfos.over-blog.com>

1Le taux d'analphabétisme était de 9,3 % en 2007 et de 2,7 % en 2009 !...

URL de cet article:

<http://bolivarinfos.over-blog.com/2017/10/presence-du-che-en-amerique-latine.html>